



Rogers Communications Inc.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

(non audité)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2014 et 2013

Rogers Communications Inc.

États consolidés résumés intermédiaires du résultat net

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, non audité)

		Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	<i>Note</i>	2014	2013	2014	2013
Produits opérationnels		3 252 \$	3 224 \$	9 484 \$	9 463 \$
Coûts opérationnels	4	1 949	1 890	5 723	5 703
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	7	91	38	130	61
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		533	477	1 584	1 390
Charges financières	5	202	180	615	546
Autres charges (produits)		12	3	11	(67)
Bénéfice avant impôt sur le résultat		465	636	1 421	1 830
Impôt sur le résultat		133	172	377	481
Bénéfice net de la période		332 \$	464 \$	1 044 \$	1 349 \$
Bénéfice par action					
De base	10	0,64 \$	0,90 \$	2,03 \$	2,62 \$
Dilué	10	0,64 \$	0,90 \$	1,97 \$	2,60 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.

États consolidés résumés intermédiaires du résultat global
(en millions de dollars canadiens, non audité)

<i>Note</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
Bénéfice net de la période	332 \$	464 \$	1 044 \$	1 349 \$
Autres éléments du résultat global				
Éléments pouvant être par la suite reclassés dans le bénéfice				
Variation de la juste valeur des placements disponibles à la vente				
(Diminution) augmentation de la juste valeur	(17)	49	173	164
Recouvrement (charge) d'impôt sur le résultat connexe	1	(6)	(24)	(19)
	(16)	43	149	145
Instruments dérivés utilisés comme couvertures de flux de trésorerie				
Profit latent (perte latente) lié(e) à la juste valeur des instruments dérivés	414	(159)	506	28
Reclassement (du profit) de la perte sur les dérivés liés à la dette dans le bénéfice net	(320)	105	(358)	(133)
Reclassement de la perte liée aux remboursements sur la dette à long terme dans le bénéfice net	¹² —	—	29	—
Reclassement du profit sur les dérivés liés aux dépenses dans le bénéfice net	(13)	(6)	(47)	(11)
Reclassement des intérêts courus dans le bénéfice net	2	10	2	37
(Charge) recouvrement d'impôt sur le résultat connexe	(37)	17	(39)	13
	46	(33)	93	(66)
Autres éléments du résultat global de la période	30	10	242	79
Résultat global de la période	362 \$	474 \$	1 286 \$	1 428 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.

États consolidés résumés intermédiaires de la situation financière
(en millions de dollars canadiens, non audité)

	Note	30 septembre 2014	31 décembre 2013
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		104 \$	2 301 \$
Débiteurs		1 452	1 509
Autres actifs courants		565	438
Partie courante des instruments dérivés	13	94	73
Total des actifs courants		2 215	4 321
Immobilisations corporelles		10 494	10 255
Goodwill	6	3 759	3 751
Immobilisations incorporelles	6, 9	6 586	3 211
Placements	8	1 682	1 487
Instruments dérivés	13	437	148
Autres actifs à long terme		349	397
Actifs d'impôt différé		39	31
Total des actifs		25 561 \$	23 601 \$
Passifs et capitaux propres			
Passifs courants			
Emprunts à court terme	11	787 \$	650 \$
Créditeurs et charges à payer		2 401	2 344
Impôt sur le résultat à payer		188	22
Partie courante des provisions		6	7
Partie courante de la dette à long terme	12	930	1 170
Partie courante des instruments dérivés	13	68	63
Produits constatés d'avance		382	350
Total des passifs courants		4 762	4 606
Provisions		37	40
Dette à long terme	12	13 612	12 173
Instruments dérivés	13	—	83
Autres passifs à long terme		273	328
Passifs d'impôt différé		1 628	1 702
Total des passifs		20 312	18 932
Capitaux propres	14	5 249	4 669
Total des passifs et des capitaux propres		25 561 \$	23 601 \$
Passifs éventuels	17		
Événements postérieurs à la date de clôture	6 ii)		

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.

 États consolidés résumés intermédiaires des variations des capitaux propres
 (en millions de dollars canadiens, non audité)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2014	Actions de catégorie A avec droit de vote		Actions de catégorie B sans droit de vote		Résultats non distribués	Réserve d'actifs financiers disponibles à la vente	Réserve de couverture	Total des capitaux propres
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions				
	(en milliers)		(en milliers)					
Soldes au 31 décembre 2013	72 \$	112 462	401 \$	402 281	3 896 \$	401 \$	(101) \$	4 669 \$
Bénéfice net de la période	-	-	-	-	1 044	-	-	1 044
Autres éléments du résultat global								
Placements disponibles à la vente après impôt	-	-	-	-	-	149	-	149
Instruments dérivés après impôt	-	-	-	-	-	-	93	93
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	149	93	242
Résultat global de la période	-	-	-	-	1 044	149	93	1 286
Transactions avec les actionnaires inscrites directement dans les capitaux propres								
Dividendes déclarés	-	-	-	-	(706)	-	-	(706)
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	-	-	-	2	-	-	-	-
Soldes au 30 septembre 2014	72 \$	112 462	401 \$	402 283	4 234 \$	550 \$	(8) \$	5 249 \$

Période de neuf mois close le 30 septembre 2013	Actions de catégorie A avec droit de vote		Actions de catégorie B sans droit de vote		Résultats non distribués	Réserve d'actifs financiers disponibles à la vente	Réserve de couverture	Total des capitaux propres
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions				
	(en milliers)		(en milliers)					
Soldes au 31 décembre 2012	72 \$	112 462	397 \$	402 788	3 046 \$	243 \$	10 \$	3 768 \$
Bénéfice net de la période	-	-	-	-	1 349	-	-	1 349
Autres éléments du résultat global								
Placements disponibles à la vente après impôt	-	-	-	-	-	145	-	145
Instruments dérivés après impôt	-	-	-	-	-	-	(66)	(66)
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	145	(66)	79
Résultat global de la période	-	-	-	-	1 349	145	(66)	1 428
Transactions avec les actionnaires inscrites directement dans les capitaux propres								
Rachat des actions de catégorie B sans droit de vote	-	-	(1)	(547)	(21)	-	-	(22)
Dividendes déclarés	-	-	-	-	(672)	-	-	(672)
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	-	-	3	66	-	-	-	3
Total des transactions avec les actionnaires	-	-	2	(481)	(693)	-	-	(691)
Soldes au 30 septembre 2013	72 \$	112 462	399 \$	402 307	3 702 \$	388 \$	(56) \$	4 505 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.

 Tableaux consolidés résumés intermédiaires des flux de trésorerie
 (en millions de dollars canadiens, non audité)

		Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	Note	2014	2013	2014	2013
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :					
Activités opérationnelles					
Bénéfice net de la période		332 \$	464 \$	1 044 \$	1 349 \$
Ajustements visant à rapprocher le bénéfice net et les entrées nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles					
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		533	477	1 584	1 390
Profit sur la vente de TVtropolis		–	–	–	(47)
Amortissement des droits de diffusion		15	11	47	35
Charges financières	5	202	180	615	546
Impôt sur le résultat		133	172	377	481
Cotisations aux régimes de retraite, déduction faite des charges		18	(8)	(49)	(25)
Rémunération fondée sur des actions	15	9	7	25	66
Autres		16	3	23	(7)
		1 258	1 306	3 666	3 788
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel		172	128	7	71
		1 430	1 434	3 673	3 859
Impôt sur le résultat payé		(112)	(114)	(358)	(326)
Intérêts payés		(261)	(268)	(648)	(615)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles		1 057	1 052	2 667	2 918
Activités d'investissement					
Entrées d'immobilisations corporelles		(638)	(548)	(1 702)	(1 537)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles		38	(20)	(51)	(155)
Acquisitions et autres transactions stratégiques	9	–	(6)	(3 301)	(847)
Produit tiré de la vente de TVtropolis		–	–	–	59
Entrées de droits de diffusion		(113)	(15)	(135)	(41)
Autres		7	(7)	16	(32)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement		(706)	(596)	(5 173)	(2 553)

Rogers Communications Inc.

Tableaux consolidés résumés intermédiaires des flux de trésorerie
(en millions de dollars canadiens, non audité)

	Note	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
		2014	2013	2014	2013
Activités de financement					
Émission de titres d'emprunt à long terme		300	–	2 882	1 030
Remboursements sur la dette à long terme		(300)	–	(2 021)	(356)
Païement versé au règlement de swaps de devises et au règlement de contrats à terme		–	(263)	(2 115)	(1 029)
Produit tiré du règlement de swaps de devises et du règlement de contrats à terme		–	–	2 150	662
Coûts de transaction engagés	12	–	–	(30)	(17)
Rachat des actions de catégorie B sans droit de vote	14	–	–	–	(22)
Produit tiré des emprunts à court terme	11	25	–	221	650
Remboursements sur les emprunts à court terme	11	(46)	–	(84)	–
Dividendes payés		(235)	(224)	(694)	(652)
(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités de financement					
		(256)	(487)	309	266
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
		95	(31)	(2 197)	631
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période					
		9	875	2 301	213
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période					
		104 \$	844 \$	104 \$	844 \$
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel					
Débiteurs		(47) \$	38 \$	67 \$	188 \$
Autres actifs courants		(39)	54	(143)	(64)
Créditeurs et charges à payer		280	56	51	(29)
Produits constatés d'avance		(22)	(20)	32	(24)
		172 \$	128 \$	7 \$	71 \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'entendent de l'encaisse et des dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de 90 jours, moins les avances bancaires. Aux 30 septembre 2014 et 2013, le solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie se composait de la trésorerie et de dépôts à vue.

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

NOTE 1 : NATURE DE L'ENTREPRISE

Rogers Communications Inc. (« RCI ») est un groupe canadien diversifié dans les communications et les médias. Nos activités et ventes se déroulent presque exclusivement au Canada. RCI est constituée en personne morale au Canada et son siège social est situé au 333 Bloor Street East, Toronto (Ontario) M4W 1G9. Les actions de RCI sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Nous présentons nos résultats selon les quatre secteurs suivants :

Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services de télévision, d'accès Internet et de téléphonie par câble pour les entreprises et les consommateurs canadiens.
Solutions d'Affaires	Connectivité réseau offerte au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseau, de centres de données et d'infonuagique aux entreprises canadiennes de moyenne et grande envergure et aux administrations gouvernementales, ainsi que de services de gros aux autres entreprises de télécommunications.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des activités de télédiffusion, de radiodiffusion, de chaînes spécialisées, de médias numériques, d'achat multiplateforme, d'édition et de divertissement et médias sportifs.

Sans-fil, Cable et Solutions d'Affaires sont exploités par notre filiale en propriété exclusive, Rogers Communications Partnership (« RCP ») et certaines autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive, Rogers Media Inc. et ses filiales.

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et nos filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de nos filiales. Outre les secteurs opérationnels dont il est question ci-après, RCI détient également des participations dans divers placements et entreprises.

Déclaration de conformité

Nous avons établi nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014 (les « états financiers intermédiaires du troisième trimestre de 2014 ») selon la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire* (l'« IAS 34 »), telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), conformément aux méthodes comptables et aux méthodes d'application employées pour les états financiers consolidés audités annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 (les « états financiers de 2013 »), exception faite des nouvelles méthodes comptables adoptées le 1^{er} janvier 2014, ainsi qu'il est décrit plus en détail à la note 2. Les présents états financiers intermédiaires du troisième trimestre de 2014 ont été approuvés par le comité d'audit le 22 octobre 2014.

NOTE 2 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Mode de présentation

Les notes incluses dans les présents états financiers intermédiaires du troisième trimestre de 2014 ne reflètent que les changements et transactions importants survenus depuis le 31 décembre 2013 et elles ne contiennent pas toutes les informations qui doivent être présentées dans les états financiers annuels aux termes des Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards* ou les « IFRS »). Les présents états financiers intermédiaires du troisième trimestre de 2014 doivent être lus en parallèle avec les états financiers de 2013. Tous les montants sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action ou indications contraires.

Nos résultats opérationnels sont assujettis à des fluctuations saisonnières qui ont une incidence significative sur les résultats opérationnels d'un trimestre à l'autre. Par conséquent, les résultats opérationnels d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats opérationnels d'un trimestre ultérieur.

Nouvelles normes comptables

Nous avons été tenus d'adopter les normes suivantes à compter du 1^{er} janvier 2014. L'adoption de ces normes n'a eu aucune incidence significative sur nos états financiers consolidés :

- Modifications de l'IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*
- Modifications de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*
- IFRIC 21, *Droits ou taxes*

Récentes prises de position en comptabilité n'ayant pas encore pris effet

- IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients* (l'« IFRS 15 ») – En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15 qui annule et remplace les normes et interprétations existantes, y compris l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et l'IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*.

L'IFRS 15 présente un seul modèle de comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients, sauf pour certains contrats visés par d'autres IFRS, comme l'IAS 17, *Contrats de location*. La norme impose de comptabiliser les produits de manière à représenter le transfert des produits ou des services promis à des clients selon un montant qui reflète la contrepartie que l'entité prévoit recevoir en échange de ces produits ou services. Pour ce faire, il convient de suivre les cinq étapes suivantes :

1. identifier le contrat conclu avec un client;
2. identifier les obligations de prestation prévues au contrat;
3. déterminer le prix de la transaction;
4. affecter le prix de la transaction aux obligations de prestation prévues au contrat;
5. comptabiliser les produits lorsque l'entité a rempli (ou à mesure qu'elle remplit) une obligation de prestation.

L'IFRS 15 fournit également des directives relatives au traitement des coûts d'obtention de contrats et d'exécution de contrats.

Nous estimons que l'application de cette nouvelle norme aura d'importantes incidences sur les résultats que nous présentons, plus précisément en ce qui a trait au moment de la comptabilisation des produits et à leur classement, ainsi qu'au traitement des coûts engagés pour l'obtention de contrats avec des clients. La norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017.

- IFRS 9, *Instruments financiers* (l'« IFRS 9 ») – En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive de l'IFRS 9, laquelle annule et remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, actuellement en vigueur. Cette norme établit des principes d'information financière en matière d'actifs financiers et de passifs financiers en vue de la présentation d'informations pertinentes et utiles aux utilisateurs des états financiers pour l'appréciation des montants, du calendrier et du degré d'incertitude des flux de trésorerie futurs de l'entité. La nouvelle norme comprend également une nouvelle norme de comptabilité de couverture générale qui permettra de mieux aligner la comptabilité de couverture avec la gestion du risque. Elle ne modifie pas entièrement les types de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité de la couverture; toutefois, elle offrira un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées aux fins de la gestion des risques satisfaisant aux conditions d'application de la comptabilité de couverture, et fera davantage appel au jugement dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité d'une relation de couverture. La norme a pris effet obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, son adoption anticipée étant permise.
- Modifications de l'IFRS 11, *Partenariats* – En mai 2014, l'IASB a publié une modification à cette norme exigeant l'application des principes de comptabilisation des regroupements d'entreprises aux acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune qui constitue une entreprise.
- Modifications de l'IAS 16, *Immobilisations corporelles* et à l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles* – En mai 2014, l'IASB a publié des modifications à ces normes dans le but d'introduire la présomption réfutable selon laquelle l'utilisation de modes d'amortissement fondés sur les produits n'est pas appropriée dans le cas des immobilisations incorporelles. La modification a pris effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 et l'adoption anticipée est permise.

Nous évaluons à l'heure actuelle l'incidence de ces normes sur nos états financiers consolidés.

Nous n'avons pas encore adopté certaines autres normes, interprétations et modifications comptables qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore en vigueur. Il y a lieu de se reporter à nos états financiers de 2013 pour plus de précisions.

NOTE 3 : INFORMATIONS SECTORIELLES

Nos secteurs à présenter sont Sans-fil, Cable, Solutions d'Affaires et Media. Les activités des quatre secteurs sont menées essentiellement au Canada. Les éléments relevant du siège social et les éliminations comprennent nos participations dans des unités opérationnelles qui ne sont pas des secteurs opérationnels à présenter, les fonctions administratives du siège social et l'élimination des produits et des coûts intersectoriels. Les méthodes comptables applicables à nos secteurs à présenter sont les mêmes que celles décrites à la note 2. Les résultats par secteur comprennent des éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui, de façon raisonnable, peuvent y être affectés. Nous comptabilisons les transactions entre les secteurs à présenter comme nous le faisons pour les transactions avec des tiers et les éliminons au moment de la consolidation.

Le chef de la direction et le chef de la direction des finances de RCI constituent les principaux décideurs opérationnels et sont ceux qui examinent régulièrement nos opérations et notre performance par secteur. Ils examinent le résultat d'exploitation ajusté, qu'ils considèrent comme l'indicateur clé du résultat net aux fins de l'évaluation de la performance pour chaque secteur et afin de prendre des décisions relatives à l'affectation des ressources. Le résultat d'exploitation ajusté correspond au résultat avant les frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, la rémunération fondée sur des actions, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, les charges financières, les autres charges (produits) et l'impôt sur le résultat.

Information par secteur

Trimestre clos le 30 septembre 2014	Note	Sans-fil	Cable	Solutions d'Affaires	Media	Éléments relevant du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits opérationnels		1 880 \$	864 \$	96 \$	440 \$	(28) \$	3 252 \$
Coûts opérationnels ¹		992	455	64	417	12	1 940
Résultat d'exploitation ajusté		888	409	32	23	(40)	1 312
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	7						91
Rémunération fondée sur des actions ¹	15						9
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles							533
Charges financières	5						202
Autres charges							12
Bénéfice avant impôt sur le résultat							465 \$

¹ Inclus dans les coûts opérationnels des états consolidés résumés intermédiaires du résultat net. Se reporter à la note 4.

Trimestre clos le 30 septembre 2013	Note	Sans-fil	Cable	Solutions d'Affaires	Media	Éléments relevant du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits opérationnels		1 846 \$	873 \$	93 \$	440 \$	(28) \$	3 224 \$
Coûts opérationnels ¹		971	448	64	385	15	1 883
Résultat d'exploitation ajusté		875	425	29	55	(43)	1 341
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	7						38
Rémunération fondée sur des actions ¹	15						7
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles							477
Charges financières	5						180
Autres charges							3
Bénéfice avant impôt sur le résultat							636 \$

¹ Inclus dans les coûts opérationnels des états consolidés résumés intermédiaires du résultat net. Se reporter à la note 4.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Période de neuf mois close le 30 septembre 2014	Note	Sans-fil	Cable	Solutions d'Affaires	Media	Éléments relevant du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits opérationnels		5 407 \$	2 596 \$	285 \$	1 282 \$	(86) \$	9 484 \$
Coûts opérationnels ¹		2 886	1 355	197	1 229	31	5 698
Résultat d'exploitation ajusté		2 521	1 241	88	53	(117)	3 786
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	7						130
Rémunération fondée sur des actions ¹	15						25
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles							1 584
Charges financières	5						615
Autres charges							11
Bénéfice avant impôt sur le résultat							1 421 \$

¹ Inclus dans les coûts opérationnels des états consolidés résumés intermédiaires du résultat net. Se reporter à la note 4.

Période de neuf mois close le 30 septembre 2013	Note	Sans-fil	Cable	Solutions d'Affaires	Media	Éléments relevant du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits opérationnels		5 419 \$	2 604 \$	276 \$	1 251 \$	(87) \$	9 463 \$
Coûts opérationnels ¹		2 958	1 319	199	1 139	22	5 637
Résultat d'exploitation ajusté		2 461	1 285	77	112	(109)	3 826
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	7						61
Rémunération fondée sur des actions ¹	15						66
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles							1 390
Charges financières	5						546
Autres produits							(67)
Bénéfice avant impôt sur le résultat							1 830 \$

¹ Inclus dans les coûts opérationnels des états consolidés résumés intermédiaires du résultat net. Se reporter à la note 4.

NOTE 4 : COÛTS OPÉRATIONNELS

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
Coût des ventes de matériel et subventions directes pour les chaînes	362 \$	323 \$	995 \$	1 052 \$
Marchandise destinée à la revente	53	46	150	135
Autres achats externes	1 022	1 003	3 054	3 009
Salaires et avantages du personnel et rémunération fondée sur des actions	512	518	1 524	1 507
	1 949 \$	1 890 \$	5 723 \$	5 703 \$

NOTE 5 : CHARGES FINANCIÈRES

	Note	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
		2014	2013	2014	2013
Intérêts sur la dette à long terme		199 \$	179 \$	584 \$	542 \$
Intérêts sur le passif au titre des retraits		2	3	5	11
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	12	–	–	29	–
Perte (profit) de change		4	(1)	6	18
Variation de la juste valeur des instruments dérivés		1	4	–	(15)
Intérêts inscrits à l'actif		(7)	(6)	(20)	(18)
Autres		3	1	11	8
		202 \$	180 \$	615 \$	546 \$

NOTE 6 : REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

i) Cellcom Wireless Incorporated (« Cellcom »)

En janvier 2014, nous avons conclu une acquisition d'actifs composés de certains détaillants pour une contrepartie en trésorerie de 46 millions de dollars, qui a été versée en guise de dépôt au quatrième trimestre de 2013. L'acquisition a été comptabilisée conformément à l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'actifs courants de 2 millions de dollars, de 35 millions de dollars au titre des relations clients et d'un goodwill de 9 millions de dollars. Le goodwill est déductible d'impôt et a été affecté au secteur Sans-fil. Les relations clients sont amorties sur cinq ans. Aucun coût de transaction n'a été engagé relativement à cette acquisition.

ii) Source Cable Limited (« Source ») – événement postérieur à la date de clôture

En octobre 2014, nous avons signé une entente visant l'acquisition de la totalité des actions ordinaires de Source pour environ 160 millions de dollars. Source est un fournisseur de services par câble, d'accès Internet et de téléphonie situé à Hamilton, en Ontario, et ses abonnés se trouvent sur un territoire adjacent aux systèmes de câblodistribution existants de Rogers. À ce jour, nous n'avons pas terminé l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition, car nous en sommes à achever l'évaluation des immobilisations corporelles et incorporelles acquises. L'acquisition de Source devrait se conclure au quatrième trimestre de 2014.

NOTE 7 : FRAIS DE RESTRUCTURATION, COÛTS D'ACQUISITION ET AUTRES CHARGES

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014, nous avons engagé respectivement :

- 79 millions de dollars et 113 millions de dollars en frais de restructuration liés essentiellement aux coûts de réorganisation relatifs à la mise en œuvre du plan de restructuration Rogers 3.0;
- 12 millions de dollars et 17 millions de dollars pour les dépenses liées aux acquisitions et d'autres coûts.

L'augmentation des passifs liés aux frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges et les paiements faits à l'égard de ces passifs au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2014 se présentent comme suit :

	31 décembre 2013	Entrées	Paiements	30 septembre 2014
Frais de restructuration	44 \$	113 \$	(98) \$	59 \$
Coûts d'acquisition et autres charges	19	17	(20)	16
	63 \$	130 \$	(118) \$	75 \$

Le passif résiduel de 75 millions de dollars au 30 septembre 2014 est compris dans les créiteurs et charges à payer et autres passifs à long terme.

NOTE 8 : PLACEMENTS

	30 septembre 2014	31 décembre 2013
Sociétés ouvertes	936 \$	809 \$
Sociétés fermées	136	103
Placements disponibles à la vente	1 072	912
Participations dans des partenariats et des entreprises associées	610	575
	1 682 \$	1 487 \$

NOTE 9 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Nous avons participé aux enchères portant sur le spectre de 700 MHz au Canada, qui se sont conclues en février 2014, et avons obtenu des licences d'utilisation du spectre visant deux blocs contigus de 12 MHz dans la bande inférieure du spectre de 700 MHz, qui dessert la grande majorité de la population canadienne. Nous avons versé 3 292 millions de dollars à Industrie Canada (658 millions de dollars le 5 mars 2014 et 2 634 millions de dollars le 2 avril 2014). En outre, des coûts directement attribuables à l'acquisition des licences d'utilisation du spectre de 9 millions de dollars ont été inscrits à l'actif, portant le coût total à 3 301 millions de dollars. Les licences d'utilisation du spectre sont incluses dans le secteur Sans-fil à titre d'immobilisations incorporelles.

À des fins comptables, nous avons désigné ces licences d'utilisation du spectre en tant qu'actifs à durée d'utilité indéterminée, car nous sommes d'avis que leur renouvellement dans un avenir prévisible est probable.

NOTE 10 : BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau qui suit présente le calcul du bénéfice de base et du bénéfice dilué par action pour les trimestres et périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2014 et 2013 :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
Bénéfice net de la période	332 \$	464 \$	1 044 \$	1 349 \$
Dénominateur (en millions)				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base	515	515	515	515
Incidence des titres ayant un effet dilutif				
Options sur actions des membres du personnel	2	2	2	3
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué	517	517	517	518
Bénéfice par action				
De base	0,64 \$	0,90 \$	2,03 \$	2,62 \$
Dilué	0,64	0,90	1,97	2,60

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014, la comptabilisation des paiements fondés sur des actions en circulation selon la méthode de règlement en capitaux propres de la rémunération fondée sur des actions s'est avérée plus dilutive que la comptabilisation selon la méthode de règlement en trésorerie. Par conséquent, le bénéfice net pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014 a été respectivement diminué de 3 millions de dollars et de 25 millions de dollars (néant et néant en 2013) dans le calcul du bénéfice dilué par action afin de comptabiliser ces attributions comme si elles avaient été réglées en capitaux propres.

Au total, 1 286 378 et 1 295 837 options étaient hors du cours du point de vue du vendeur pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014 (58 870 et 25 435 en 2013) respectivement. Ces options ont été exclues du calcul de l'incidence des titres dilutifs, car leur effet aurait été antidilutif.

NOTE 11 : TITRISATION DES DÉBITEURS

	30 septembre 2014	31 décembre 2013
Créances client vendues à l'acheteur à titre de sureté	1 016	1 091
Emprunts à court terme contractés auprès de l'acheteur	(787)	(650)
Surdimensionnement	229 \$	441 \$

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014, un financement additionnel de 25 millions de dollars et de 221 millions de dollars (néant et 650 millions de dollars en 2013), respectivement, nous a été octroyé dans le cadre du programme de titrisation des débiteurs et nous avons remboursé 46 millions de dollars et 84 millions de dollars (néant et néant en 2013), respectivement, ce qui a porté le total de notre financement aux termes du programme à 787 millions de dollars (650 millions de dollars en 2013).

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014, nous avons engagé des charges d'intérêts de 4 millions de dollars et de 10 millions de dollars (3 millions de dollars et 7 millions de dollars en 2013), respectivement, attribuables au programme de titrisation des débiteurs, charges que nous avons comptabilisées au titre des charges financières.

NOTE 12 : DETTE À LONG TERME

	Date d'échéance	Montant en principal	Taux d'intérêt	30 septembre 2014	31 décembre 2013
Facilité de crédit bancaire			Variable	– \$	– \$
Billets de premier rang ¹	2014	750 \$ US	6,375 %	–	798
Billets de premier rang ²	2014	350 US	5,50 %	–	372
Billets de premier rang ¹	2015	550 US	7,50 %	616	585
Billets de premier rang ²	2015	280 US	6,75 %	314	298
Billets de premier rang	2016	1 000	5,80 %	1 000	1 000
Billets de premier rang	2017	500	3,00 %	500	500
Billets de premier rang	2017	250	Variable	250	–
Billets de premier rang	2018	1 400 US	6,80 %	1 568	1 489
Billets de premier rang	2019	400	2,80 %	400	–
Billets de premier rang	2019	500	5,38 %	500	500
Billets de premier rang	2020	900	4,70 %	900	900
Billets de premier rang	2021	1 450	5,34 %	1 450	1 450
Billets de premier rang	2022	600	4,00 %	600	600
Billets de premier rang	2023	500 US	3,00 %	560	532
Billets de premier rang	2023	850 US	4,10 %	952	904
Billets de premier rang	2024	600	4,00 %	600	–
Déventures ²	2032	200 US	8,75 %	224	213
Billets de premier rang	2038	350 US	7,50 %	392	372
Billets de premier rang	2039	500	6,68 %	500	500
Billets de premier rang	2040	800	6,11 %	800	800
Billets de premier rang	2041	400	6,56 %	400	400
Billets de premier rang	2043	500 US	4,50 %	560	532
Billets de premier rang	2043	650 US	5,45 %	728	691
Billets de premier rang	2044	750 US	5,00 %	840	–
				14 654	13 436
Coûts de transaction différés et escomptes				(112)	(93)
Moins la partie courante				(930)	(1 170)
				13 612 \$	12 173 \$

¹ Correspond aux billets de premier rang émis à l'origine par Rogers Wireless Inc., qui constituent désormais des obligations non garanties de RCI, et pour lesquels Rogers Communications Partnership (« RCP ») est un codébiteur non garanti.

² Correspond aux billets de premier rang et aux déventures émis à l'origine par Rogers Cable Inc., qui constituent désormais des obligations non garanties de RCI, et pour lesquels RCP est un garant ordinaire.

Facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit

Le 16 avril 2014, nous avons renégocié les modalités de notre facilité de crédit afin d'augmenter le montant disponible aux termes de notre facilité de crédit bancaire, le faisant passer de 2,0 milliards de dollars à 2,5 milliards de dollars, et avons prorogé l'échéance du 20 juillet 2017 au 19 juillet 2019. La facilité de crédit bancaire de 2,5 milliards de dollars est entièrement renouvelable jusqu'à son échéance du 19 juillet 2019, et aucune réduction du montant disponible n'est prévue avant l'échéance. Les sommes empruntées aux termes de la facilité de crédit bancaire portent intérêt au taux préférentiel bancaire ou au taux de base majoré de 0 % à 1,25 % par année ou au taux des acceptations bancaires ou du taux interbancaire offert à Londres majoré de 0,85 % à 2,25 % (de 1,00 % à 2,25 % avant le 1^{er} avril 2014).

Également en avril 2014, nous avons procédé au rappel et à l'annulation de lettres de crédit d'environ 0,4 milliard de dollars consenties relativement aux enchères du spectre de 700 MHz ayant pris fin plus tôt cette année et la facilité de lettres de crédit connexe a été annulée de manière permanente.

Au 30 septembre 2014, notre facilité de crédit bancaire et nos facilités de lettres de crédit totalisaient 2,6 milliards de dollars (2,5 milliards de dollars au 31 décembre 2013), dont une tranche d'environ 0,1 milliard de dollars a été prélevée aux termes de ces facilités sous forme de lettres de crédit, lesquelles sont en cours (lettres de crédit de 0,5 milliard de dollars au 31 décembre 2013).

Chacune de ces facilités a pour unique garantie le cautionnement de RCP et a égalité de rang avec la totalité de nos billets de premier rang et débentures.

Billets de premier rang

Les intérêts sur nos billets de premier rang sont payés comme suit :

- semestriellement sur la totalité de nos billets de premier rang et débentures à taux fixe;
- trimestriellement sur nos billets de premier rang à taux variable.

Nos billets de premier rang et débentures à taux fixe sont remboursables en tout temps, en totalité ou en partie, à notre gré, sous réserve d'une prime de remboursement anticipé.

Émission de billets de premier rang

Un sommaire des billets de premier rang que nous avons émis au cours des neuf premiers mois de 2014 et de 2013 est présenté ci-après :

Date d'émission	Montant en principal	Date d'échéance	Taux d'intérêt	Escompte à l'émission	Produit brut total ¹	Coûts de transaction et escomptes ²
<i>Émissions de 2014</i>						
Le 10 mars 2014	250 \$ CA	2017	Variable	100,00 %		
Le 10 mars 2014	400 \$ CA	2019	2,80 %	99,972 %		
Le 10 mars 2014	600 \$ CA	2024	4,00 %	99,706 %		
Le 10 mars 2014	750 \$ US	2044	5,00 %	99,231 %		
Total partiel					2 082 \$ CA	24 \$ CA
<i>Émissions de 2013</i>						
Le 7 mars 2013	500 \$ US	2023	3,00 %	99,845 %		
Le 7 mars 2013	500 \$ US	2043	4,50 %	99,055 %		
Total partiel	1 000 \$ US				1 030 \$ CA	15 \$ CA

¹ Produit brut avant les coûts de transaction et escomptes.

² Les coûts de transaction et escomptes sont inclus dans la valeur comptable de la dette à long terme à titre de coûts de transaction différés et escomptes, et sont comptabilisés dans le bénéfice net selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les billets de premier rang susmentionnés ont pour seule garantie le cautionnement de RCP et ont égalité de rang avec l'ensemble des autres billets de premier rang et débentures, ainsi que les facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de RCI. Nous nous servons des dérivés liés à la dette dans le but de couvrir les obligations relatives au principal et aux intérêts contre le risque de change lié à nos billets de premier rang et à nos débentures libellés en dollars américains (se reporter à la note 13).

Remboursement des billets de premier rang et règlements des dérivés connexes

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, nous avons remboursé ou racheté nos billets de premier rang échéant en 2014, qui se chiffraient à 750 millions de dollars américains (834 millions de dollars) et à 350 millions de dollars américains (387 millions de dollars), pour un total de 1 221 millions de dollars et les dérivés liés à la dette connexes sont venus à échéance en mars 2014.

Au remboursement ou au rachat de ces billets de premier rang, une perte de 29 millions de dollars, qui avait été différée dans la réserve de couverture au cours des exercices précédents, a été comptabilisée dans le bénéfice net. Cette perte a trait à des transactions qui ont eu lieu en 2008 et en 2013 et dans le cadre desquelles les cours de change contractuels sur les dérivés liés à la dette connexes ont été renégociés selon les cours alors en vigueur.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, nous avons remboursé ou racheté nos billets de premier rang échéant en 2013, qui se chiffraient à 350 millions de dollars américains (356 millions de dollars). Au même moment, les dérivés liés à la dette connexes ont également été réglés à l'échéance.

Il y a lieu de se reporter à la note 13 pour un complément d'information sur les dérivés liés à la dette.

Dette à long terme libellée en dollars américains et taux d'intérêt moyen pondéré

Au 30 septembre 2014, un montant de 6,03 milliards de dollars américains (6,38 milliards de dollars américains en 2013) au titre de la dette à long terme libellée en dollars américains était entièrement couvert contre les fluctuations des cours de change.

Au 30 septembre 2014, notre taux d'intérêt moyen pondéré effectif sur la totalité de la dette et des emprunts à court terme, compte tenu de l'incidence de tous les dérivés liés à la dette connexes (se reporter à la note 13), était de 5,21 % (5,54 % au 31 décembre 2013).

NOTE 13 : INSTRUMENTS FINANCIERS**Instrument dérivés**

Nous avons recours à des instruments dérivés pour gérer les risques liés à certaines activités auxquelles nous prenons part. Ceux-ci comprennent :

	<i>Le risque que gèrent les instruments</i>	<i>Types d'instruments dérivés</i>
Dérivés liés à la dette	<ul style="list-style-type: none"> L'incidence de la fluctuation des cours de change sur les paiements en principal et les paiements d'intérêts liés à la dette à long terme libellée en dollars américains. 	<ul style="list-style-type: none"> Swaps de devises Contrats de change à terme (de temps à autre, au besoin)
Dérivés liés aux dépenses	<ul style="list-style-type: none"> L'incidence de la fluctuation des cours de change sur les dépenses prévues libellées en dollars américains. 	<ul style="list-style-type: none"> Contrats de change à terme
Dérivés liés aux capitaux propres	<ul style="list-style-type: none"> L'incidence de la fluctuation du cours des actions sur la charge liée à la rémunération fondée sur des actions. 	<ul style="list-style-type: none"> Swaps sur rendement total

Tous nos dérivés liés à la dette et dérivés liés aux dépenses en cours ont été désignés comme couvertures efficaces à des fins comptables.

Nous avons recours à des instruments dérivés aux seules fins de la gestion des risques, et non pas à des fins de spéculation.

Dérivés liés à la dette

Nous avons conclu des transactions sur dérivés liés à la dette, comme suit :

- conclusion de nouveaux dérivés liés à la dette pour couvrir les billets de premier rang émis;
- règlement de dérivés liés à la dette arrivés à échéance parallèlement au remboursement ou au rachat des billets de premier rang connexes;
- résiliation de dérivés liés à la dette existants et conclusion de nouveaux dérivés liés à la dette comportant des modalités différentes aux fins de la couverture de billets de premier rang existants.

Nouveaux dérivés liés à la dette pour couvrir les billets de premier rang émis

Au cours des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2014 et 2013, nous avons conclu les dérivés liés à la dette qui suivent afin de couvrir les billets de premier rang émis au cours de la période :

Entrée en vigueur	Montant du principal/ montant notionnel (\$ US)	\$ US		Incidence de la couverture	
		Date d'échéance	Taux nominal	Taux d'intérêt fixe couvert en \$ CA ¹	Équivalent (\$ CA)
Le 10 mars 2014	750 \$	2044	5,00 %	4,99 %	832 \$
Le 7 mars 2013	500 \$	2023	3,00 %	3,62 %	515 \$
Le 7 mars 2013	500	2043	4,50 %	4,60 %	515
Total partiel	1 000 \$				1 030 \$

¹ Conversion d'un taux nominal fixe en \$ US en un taux moyen pondéré fixe en \$ CA.

Dérivés liés à la dette arrivés à échéance

Au cours des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2014 et 2013, les dérivés liés à la dette suivants sont venus à échéance parallèlement au remboursement ou au rachat des billets de premier rang connexes :

Date d'échéance	Montant notionnel (\$ US)	Règlement en trésorerie, montant net (produit) (\$ CA)
Le 1 ^{er} mars 2014	750 \$	(61) \$
Le 15 mars 2014	350	26
Total partiel	1 100 \$	(35) \$
Le 17 juin 2013	350 \$	104 \$

Résiliation et remplacement des dérivés liés à la dette existants et conclusion de nouveaux dérivés liés à la dette

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, nous avons résilié les dérivés liés à la dette existants et conclu de nouveaux dérivés liés à la dette selon des modalités différentes afin de couvrir les billets de premier rang existants.

Date de résiliation	Dérivés liés à la dette résiliés			Nouveaux dérivés liés à la dette			Incidence de la couverture	
	Montant notionnel	Échéance initiale	Règlement en trésorerie	Date de conclusion	Montant des dérivés	Nouvelle échéance	Taux moyen pondéré fixe	Équivalent en \$ CA à taux fixe
Le 6 mars 2013	350 \$ US	2018	Néant	Le 6 mars 2013	350 \$ US	2038	7,62 %	359 \$

Dérivés liés aux dépenses

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, nous avons conclu des dérivés liés aux dépenses pour gérer le risque de change de certaines dépenses prévues comme suit :

Date de transaction	Date d'échéance	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant converti (\$ CA)
Février 2014	De janvier 2015 à avril 2015	200 \$	1,11	222 \$
Mai 2014	De mai 2015 à décembre 2015	232	1,10	254
Juin 2014	De janvier 2015 à décembre 2015	288	1,09	314
Juillet 2014	De janvier 2016 à décembre 2016	240	1,08	260
		960 \$	1,09	1 050 \$

Au 30 septembre 2014, nous avons des dérivés liés aux dépenses en cours d'un montant de 1 185 millions de dollars américains, qui venaient à échéance d'octobre 2014 à décembre 2016, à un taux moyen de 1,08 \$ pour 1,00 \$ US.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014, nous avons réglé une tranche de 225 millions de dollars américains au titre des dérivés liés aux dépenses contre 232 millions de dollars canadiens, à un taux moyen de 1,03 \$ pour 1,00 \$ US, et une tranche de 675 millions de dollars américains contre 690 millions de dollars canadiens, à un taux moyen de 1,02 \$ pour 1,00 \$ US, respectivement.

La variation de la juste valeur de ces dérivés liés aux dépenses est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et l'inefficacité de la couverture est directement comptabilisée dans le bénéfice net. Lorsque les transactions couvertes touchent le bénéfice net, des montants équivalents provenant de la réserve de couverture sont reclassés dans le bénéfice net.

Dérivés liés aux capitaux propres

En février et en mars 2013, nous avons conclu des dérivés liés aux capitaux propres pour couvrir le risque d'appréciation des cours liés à 5,7 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote de RCI, qui ont été attribuées dans le cadre de nos programmes de rémunération fondée sur des actions relativement aux options sur actions, aux unités d'actions de négociation restreinte et aux unités d'actions différées (se reporter à la note 15). Les dérivés liés aux capitaux propres ont été conclus à un prix moyen pondéré de 50,37 \$ dont l'échéance initiale de un an est renouvelable pour des périodes de un an additionnelles avec le consentement des contreparties à l'opération de couverture. Les dérivés liés aux capitaux propres n'ont pas été désignés comme des couvertures à des fins comptables. Toute variation de la juste valeur des dérivés liés aux capitaux propres est comptabilisée en tant que charge au titre de la rémunération fondée sur des actions et contrebalance en partie l'incidence des fluctuations comptabilisées dans le passif au titre de la rémunération fondée sur des actions liée aux options sur actions, aux unités d'actions de négociation restreinte et aux unités d'actions différées.

En avril 2014, nous avons signé des accords de prorogation pour chacun de nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres selon des modalités essentiellement identiques avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en avril 2015 (auparavant en avril 2014).

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014, nous avons comptabilisé une charge respective de 4 millions de dollars et de 30 millions de dollars (19 millions de dollars et 31 millions de dollars en 2013) au titre de la rémunération fondée sur des actions relativement à la variation de la juste valeur de nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres, déduction faite des paiements reçus. Au 30 septembre 2014, la juste valeur des dérivés liés aux capitaux propres se composait d'un passif de 48 millions de dollars (13 millions de dollars au 31 décembre 2013), lequel est inclus dans la partie courante des passifs au titre des instruments dérivés.

Justes valeurs

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs, des emprunts à court terme et des créiteurs et charges à payer se rapproche de la juste valeur en raison de la nature à court terme de ces instruments financiers.

La juste valeur de nos placements dans des sociétés ouvertes est déterminée selon les cours du marché. La juste valeur de nos placements dans des sociétés fermées est déterminée selon la valeur marchande de transactions similaires ou à partir de techniques d'évaluation bien établies, fondées sur le marché ou les actifs, ou de techniques d'évaluation du résultat projeté, lesquelles sont appliquées comme il se doit à chaque placement, en fonction des activités futures et des perspectives de rentabilité.

La juste valeur de chacun de nos titres d'emprunt publics est fondée sur les rendements du marché estimés à la clôture de la période. Nous déterminons la juste valeur de nos dérivés liés à la dette et de nos dérivés liés aux dépenses selon une méthode d'évaluation de la valeur de marché, tenant compte de la qualité du crédit et actualisant les flux de trésorerie à la date d'évaluation. Si ces dérivés sont en position débitrice, une courbe ajustée en fonction de la qualité du crédit pour les institutions financières est utilisée en vue de déterminer la valeur estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit, de chaque dérivé. Si ces dérivés sont en position créditrice, une courbe ajustée en fonction de la qualité du crédit pour des sociétés représentatives est utilisée en vue de déterminer la valeur estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit, de chaque dérivé.

La juste valeur de nos dérivés liés aux capitaux propres se fonde sur le cours du marché des actions de catégorie B sans droit de vote de RCI.

Les estimations de la juste valeur sont faites à un moment précis, à partir de renseignements pertinents à propos des marchés et des instruments financiers. En raison de leur nature, les estimations sont subjectives et comportent des incertitudes et des éléments pour lesquels un jugement doit être posé.

La hiérarchie des justes valeurs que nous présentons tient compte de l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations à la juste valeur :

- La juste valeur des actifs et passifs financiers classés au niveau 1 est établie en fonction des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques.
- Les actifs et passifs financiers classés dans le niveau 2 comprennent les évaluations établies à l'aide de données du marché directement ou indirectement observables autres que les prix cotés.
- Les évaluations de niveau 3 sont établies à partir de données autres que des données du marché observables.

Au 30 septembre 2014 et au 31 décembre 2013, aucun instrument financier significatif n'avait été classé dans le niveau 3.

Le tableau ci-dessous propose, selon la méthode d'évaluation, une analyse des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au 30 septembre 2014 et au 31 décembre 2013 :

	Valeur comptable		Évaluation de la juste valeur à la date de présentation de l'information financière			
	30 sept. 2014	31 déc. 2013	Niveau 1		Niveau 2	
			30 sept. 2014	31 déc. 2013	30 sept. 2014	31 déc. 2013
Actifs financiers						
Disponibles à la vente, évalués à la juste valeur						
Placements dans des sociétés ouvertes	936 \$	809 \$	936 \$	809 \$	– \$	– \$
Détenus à des fins de transaction						
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	480	184	–	–	480	184
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	51	37	–	–	51	37
	1 467 \$	1 030 \$	936 \$	809 \$	531 \$	221 \$
Passifs financiers						
Détenus à des fins de transaction						
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	20 \$	133 \$	– \$	– \$	20 \$	133 \$
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	–	–	–	–	–	–
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	48	13	–	–	48	13
	68 \$	146 \$	– \$	– \$	68 \$	146 \$

Notre dette à long terme est initialement évaluée à la juste valeur, puis au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Au 30 septembre 2014, l'estimation de la juste valeur de notre dette à long terme se présente comme suit :

	30 septembre 2014		31 décembre 2013	
	Valeur comptable	Juste valeur ¹	Valeur comptable	Juste valeur ¹
Dette à long terme (y compris la partie courante)	14 542 \$	16 060 \$	13 343 \$	14 463 \$

¹ La dette à long terme (y compris la partie courante) est évaluée selon les données de niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs, selon les rendements du marché estimés à la clôture de la période.

Nous n'avons aucun actif financier non dérivé détenu jusqu'à l'échéance au 30 septembre 2014 et au 31 décembre 2013.

NOTE 14 : CAPITAUX PROPRES**Dividendes**

En février 2014, le conseil d'administration a approuvé une augmentation du dividende annualisé qui est passé de 1,74 \$ à 1,83 \$ par action de catégorie A avec droit de vote et par action de catégorie B sans droit de vote. Le dividende sera payé sous forme de versements trimestriels de 0,4575 \$ par action. Ce dividende trimestriel ne sera payable qu'après avoir été déclaré par le conseil d'administration et au moment choisi par lui et rien ne donne droit à un dividende avant qu'il ne soit déclaré.

En 2014, nous avons déclaré et payé les dividendes suivants sur nos actions de catégorie A avec droit de vote et nos actions de catégorie B sans droit de vote en circulation :

Date de déclaration	Date de paiement	Dividende par action
Le 12 février 2014	Le 4 avril 2014	0,4575 \$
Le 22 avril 2014	Le 2 juillet 2014	0,4575 \$
Le 14 août 2014	Le 1 ^{er} octobre 2014	0,4575 \$

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

En février 2014, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre publique ») de nos actions de catégorie B sans droit de vote pour une autre période de un an. Ce renouvellement nous confère le droit de racheter des actions de catégorie B sans droit de vote pour un prix total maximal de 500 millions de dollars, ou un nombre maximal de 35 780 234 actions de catégorie B sans droit de vote de RCI, selon le moins élevé de ces nombres, à la TSX, à la NYSE ou à un autre système de négociation entre le 25 février 2014 et le 24 février 2015. Le nombre réel d'actions de catégorie B sans droit de vote que nous rachèterons aux termes de l'offre publique, le cas échéant, ainsi que le moment de ces rachats dépendra de notre évaluation de la conjoncture du marché, du cours des actions, de notre situation de trésorerie, des utilisations autres de la trésorerie et d'autres facteurs.

Nous n'avons racheté aucune action à des fins d'annulation au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2013, nous avons racheté un total de 546 674 actions de catégorie B sans droit de vote à des fins d'annulation pour un prix d'achat totalisant 22 millions de dollars, ce qui a entraîné des réductions respectives du capital social de catégorie B sans droit de vote et des résultats non distribués de 1 million de dollars et de 21 millions de dollars. Tous ces rachats ont été effectués par l'entremise de la TSX.

NOTE 15 : RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Le tableau qui suit présente un résumé de la charge (du recouvrement) au titre de la rémunération fondée sur des actions, dont le montant est inclus dans les charges relatives aux salaires et aux avantages du personnel :

Note	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
Options sur actions	(3) \$	14 \$	(24) \$	9 \$
Unités d'actions de négociation restreinte	8	9	20	24
Unités d'actions différées	—	3	(1)	2
Incidence des dérivés liés aux capitaux propres, déduction faite des intérêts reçus	13	4	30	31
	9 \$	7 \$	25 \$	66 \$

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014, des montants de 4 millions de dollars et de 45 millions de dollars ont été versés aux porteurs d'options sur actions, d'unités d'actions de négociation restreinte et d'unités d'actions différées à la date d'exercice, selon le mode de règlement en trésorerie (8 millions de dollars et 82 millions de dollars en 2013).

Options sur actions*Sommaire des options sur actions*

Le tableau qui suit présente un résumé des régimes d'options sur actions, lesquelles comprennent les options liées à la performance :

	Période de neuf mois close le 30 septembre 2014	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation à l'ouverture de la période	6 368 403	37,39 \$
Attribution	843 839	42,94
Exercice	(1 096 138)	33,92
Renonciation	(103 769)	43,27
En circulation à la clôture de la période	6 012 335	38,70 \$
Exercibles à la clôture de la période	3 525 040	35,48 \$

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014, 62 989 et 843 839 options liées à la performance ont respectivement été attribuées à certains hauts dirigeants. Ces attributions sont incluses dans le tableau ci-dessus.

Unités d'actions de négociation restreinte*Sommaire des unités d'actions de négociation restreinte*

Le tableau qui suit présente un sommaire des unités d'actions de négociation restreinte en circulation, y compris les unités d'actions de négociation restreinte liées à la performance :

	Période de neuf mois close le 30 septembre 2014
	Nombre d'unités
En circulation à l'ouverture de la période	2 472 390
Attribution et réinvestissement des dividendes	1 209 907
Exercice	(804 274)
Renonciation	(166 440)
En circulation à la clôture de la période	2 711 583

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014, 32 302 et 281 042 unités d'actions de négociation restreinte liées à la performance ont respectivement été attribuées à certains hauts dirigeants. Ces attributions sont incluses dans le tableau ci-dessus.

NOTE 16 : TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES**Transactions avec les principaux dirigeants**

Nous avons conclu des transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants sont des administrateurs de Rogers, notamment :

- le président du conseil et chef de la direction d'une société qui reçoit des commissions versées sur les primes d'assurance;
- le président du conseil non membre de la direction d'un cabinet d'avocats qui offre une portion négligeable de nos services juridiques;
- le président d'une entreprise qui offre des services d'impression.

Ces transactions sont inscrites au montant convenu par les parties liées et sont examinées par le comité d'audit.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
Paiement au titre de services d'impression et de services juridiques et commissions versées sur les primes d'assurance	8 \$	12 \$	28 \$	33 \$

Actionnaire détenant le contrôle

Nous avons également conclu certaines transactions avec notre actionnaire détenant le contrôle ultime et avec des sociétés contrôlées par celui-ci. Ces transactions sont assujetties à des ententes formelles approuvées par le comité d'audit. Les montants totaux reçus de ces parties liées ou versés à celles-ci au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2014 et 2013 ont été inférieurs à 1 million de dollars, respectivement.

NOTE 17 : PASSIFS ÉVENTUELS

Frais d'accès au système – Saskatchewan

En 2004, un recours collectif a été intenté contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan. Notre rapport de gestion annuel pour l'exercice 2013 présente les divers appels et requêtes présentés par les parties dans le cadre de ce recours. En décembre 2013, les demandeurs ont déposé une demande leur permettant de modifier la demande introductive d'instance pour présenter de nouveau les réclamations faisant l'objet de la poursuite dont la Cour, dans le cadre de sa décision de 2007 portant sur l'autorisation, n'avait pas autorisé la poursuite. En mars 2014, la Cour a rejeté cette demande.

Au même moment, le recours collectif intenté en Saskatchewan a été engagé et des réclamations correspondantes ont été déposées auprès de plusieurs administrations au Canada bien qu'aucune mesure concrète n'ait été prise par les demandeurs. En juillet 2014, la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse a refusé de suspendre ou de rejeter la réclamation correspondante intentée par les demandeurs en Nouvelle-Écosse pour cause d'abus de procédure. Rogers a déposé son avis d'appel relativement à cette décision. En août, la Cour du Banc de la Reine du Manitoba a suspendu inconditionnellement la réclamation correspondante intentée au Manitoba pour cause d'abus de procédure. Un appel a été déposé par les demandeurs relativement à cette décision.

Frais d'accès au système – Colombie-Britannique

En décembre 2011, un recours collectif a été intenté en Colombie-Britannique contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada relativement aux frais d'accès au système que les fournisseurs de services sans fil factureraient alors à certains de leurs clients. Le recours collectif a trait, entre autres, à des allégations de fausses représentations contraires à la *Business Practices and Consumer Protection Act* de la Colombie-Britannique. Les demandeurs exigent notamment des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. Une audience portant sur l'autorisation a eu lieu en avril 2014 et en juin 2014, la Cour a rejeté cette demande. Un appel a été déposé par les demandeurs relativement à cette décision.

Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de ces éventualités. L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. À la lumière de l'information dont la Société dispose actuellement, la direction est d'avis qu'il n'est pas probable que le règlement final de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable significative sur la situation financière ou sur les résultats opérationnels consolidés de la Société. Si l'éventualité de notre responsabilité devenait envisageable, nous comptabiliserions une provision dans la période au cours de laquelle le changement d'éventualité surviendrait et une telle provision pourrait être significative en regard de notre situation financière et de nos résultats opérationnels consolidés.